Face aux premiers effets de la crise mondiale, le prolétariat industriel commence à relever la tête

Vagues de licenciements, chômage partiel, fermetures d'entreprises : les effets de la crise capitaliste mondiale se font déjà bel et bien sentir chez les travailleurs en France, avec 243 400 chômeurs de plus depuis le début de l'année et près d'un demi-million depuis août 2008, ce à quoi il faut ajouter les 146 000 travailleurs qui subissent le chômage partiel (chiffre du dernier trimestre de 2008). Pour l'année en cours, on prévoit déjà 639 000 chômeurs de plus, soit 1 750 par jour.

Face à cette catastrophe sociale qui démarre, les travailleurs du privé, notamment les ouvriers industriels, qui avaient été pratiquement absents des derniers processus de la lutte de classes en France, commencent à riposter. Leur présence massive lors des journées d'action du 29 janvier et du 19 mars en témoigne, mais surtout la vague de grèves et conflits avec, dans plusieurs cas emblématiques, des méthodes radicales comme la séquestration de patrons et dirigeants dans les usines.

Ces conflits, quoique défensifs du point de vue revendicatif, expriment une réponse presque immédiate des travailleurs aux effets de la crise en France et une radicalisation croissante de leurs méthodes de lutte. Cette première étape de la résistance ouvrière est plus avancée en France que nulle part ailleurs dans le monde et constitue un élément encourageant face aux défis qui seront posés aux travailleurs dans les prochains mois et années.

La bourgeoisie et le gouvernement en sont bien conscients, ce qui explique d'un côté les quelques concessions qui ont été accordées dans certains secteurs malgré la très mauvaise situation économique, de l'autre le fait que le gouvernement ait davantage hésité à réprimer les ouvriers radicalisés des usines que les étudiants ou les travailleurs d'autres secteurs.

La collaboration des direction syndicales et leur stratégie d'épuiser l'énergie des travailleurs par des journées d'action isolées et dans la plupart des cas sans grève ont été déterminantes pour dévier la dynamique vers une convergence de ces luttes qui, en s'alliant aux secteurs du public et de la jeunesse en lutte, pouvait amener à une grève générale.

Dans cet article nous tenterons de tracer, dans leurs grandes lignes et par le biais de quelques exemples, les caractéristiques, avec ses potentialités et ses limites, de cette première vague de grèves qui a secoué le pays et qui annonce une probable montée de la lutte de classes et en particulier de la classe ouvrière face à la crise capitaliste mondiale.

Une vague de la périphérie vers le centre (de la production)

Dans l'automobile, un des plus gros bastions de concentration ouvrière en France, le patronat réussit pour l'instant à éviter des mouvements sociaux plus importants chez les grands constructeurs, notamment par le biais du chômage partiel financé par l'État qui reporte des vagues de licenciement plus massives ; mais les équipementiers, qui fonctionnent comme variable d'ajustement du secteur automobile, connaissent un grand nombre de conflits partout dans le pays. Faurecia, Lear, Valeo, Trèves, Visteon, Molex, Delphi, Akebono, Key Plastics, Préciplast, ThyssenKrupp Sofedit, Sonas, Wagon, IGA, Rieter, Eurostyle, Plastic Omnium, Simoldès, Inoplast, Sodimatex en sont des exemples.

Ces conflits, parfois longs, ont des conséquences directes et importantes sur la production des constructeurs. Le cas le plus flagrant est celui du site de Lear à Lagny-le-Sec dans l'Oise, où la grève qui dure déjà plus de six semaines a entraîné l'accumulation de 15 000 voitures invendables car sans siège sur le parking de PSA Aulnay. Cependant, d'autres sites importants comme ceux de Sochaux et Mulhouse ont vu leur production pratiquement arrêtée par la grève de Vistéon à Rougegoutte après avoir été fortement perturbée au mois de mars par celle de l'usine Key Plastics à Voujeaucourt.

Mais ce n'est pas que par leurs effets sur la production que les grèves chez les équipementiers touchent les sites des constructeurs. La grève de Faurecia à Auchel a été l'une des origines de celle de Toyota à Onnaing, puisqu'elle a entraîné une augmentation des journées chômées à cause du désapprovisionnement qu'elle a engendré, entraînant des pertes de salaires considérables pour les ouvriers de Toyota. De plus, ceux-ci ont vu ceux de Faurecia gagner une avance sur intéressement de 1 000 euros, puis une indemnité de préjudice de 2 000 euros, démontrant l'efficacité de la méthode de la grève. Et l'effet de contagion ne s'est pas arrêté là : quelques jours après, c'étaient les travailleurs de l'équipementier Sismoldès qui se mettaient en grève pour les mêmes revendications que les ouvriers de Toyota.

Ce processus se développe aussi dans des sites fournisseurs appartenant aux grands groupes constructeurs. À Saint-Ouen, au mois d'avril, les ouvriers de PSA, qui n'avaient plus fait grève depuis 1983, se sont arrêtés à 80% contre la compensation le samedi des jours chômés, ce qui pour le mois de mai aurait concerné jusqu'à quatre samedis. Après 14 heures de grève, les salariés on obtenu leur réduction à un seul samedi obligatoire par mois, l'augmentation de la prime pour jour de RTT travaillé et le paiement des heures de grève.

La grève de Toyota pose de façon embryonnaire le problème de qui paie la crise

Un PDG qui parle trop. Voilà ce qui manquait pour faire éclater la colère des ouvriers de Toyota à Onnaing début avril. Quand le patron a dit à propos du chômage partiel « *préférer crever que de les payer à 100 %* », alors que les ouvriers allaient perdre 200 à 300 euros sur les paies d'avril, cela a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Au début ils n'étaient que 60, dans une usine de 3 000 ouvriers, qui n'avait jamais connu de grève depuis son ouverture en 2001. Mais peu à peu ils en ont entraîné d'autres : quatre jours après le démarrage du conflit, ils étaient déjà 400 en grève pour le paiement du chômage partiel à 100 %. Cette revendication avait le mérite de soulever le problème central de qui paie les coûts de la crise : les patrons ou les ouvriers ?

Un comité de grève a été constitué et a décidé de bloquer avec des piquets de grève les quatre accès à l'usine, entraînant l'arrêt de toute la production. Résultat : le paiement des jours chômés à 75 % du salaire brut, soit à 95 % du salaire net, primes comprises, avec effet rétroactif au 1er février et sans la moindre compensation.

Même si la grève n'a pas pu imposer le paiement des jours de grève, mais seulement son étalement sur plusieurs mois, la grève de Toyota montre que, dans la situation actuelle, même une grève minoritaire, avec des méthodes résolues, peut faire reculer le patronat, effrayé du risque de contagion dans une région très touchée par des mouvements sociaux contre les licenciements et le chômage partiel. Au cours de la même semaine, le gouvernement et le patronat, inquiets de l'agitation ouvrière, ont décidé préventivement d'augmenter l'indemnisation du chômage partiel pour tous les ouvriers.

Caterpillar : annonce d'une crise majeure entre les ouvriers et leurs directions syndicales ?

Le site grenoblois du groupe américain d'engins de chantier était un modèle, reconnu comme un des plus productifs du groupe, qui en compte 174 dans le monde. Mais ces derniers mois, ce sont plutôt l'impasse des négociations de son plan social, les actions radicales des ouvriers et les conflits entre ceux-ci et les dirigeants syndicaux qui ont fait la célébrité de l'usine.

Les travailleurs qui s'étaient toujours battus comme des forcenés pour assurer les hauts niveaux de production du site et qui en arrivaient à dire avec fierté qu'ils avaient le sang jaune (couleur de la marque Caterpillar) ont très mal reçu l'annonce, au mois de janvier, d'un plan social catastrophique qui visait le licenciement de plus de 5 000

salariés, dont 733 à Grenoble. De plus, cette annonce est tombée après des années où le site tournait à plein régime, avec une croissance qui n'avait jamais été aussi forte, ce qui avait conduit à l'embauche d'environ 500 intérimaires.

C'est dans ce cadre que le conflit voit le jour. Fin février, les ouvriers mettent en place un comité de grève, qui décide fin mars de séquestrer quatre cadres et le patron de l'entreprise. Mi-avril, l'intersyndicale accepte un accord avec les patrons pour réduire les licenciements de 733 à 600 personnes en échange d'une réorganisation des horaires de travail des ouvriers, qui devraient travailler davantage la nuit pour augmenter encore la productivité du site.

Environ 200 salariés des sites de Grenoble et d'Échirolles, en colère contre l'accord de fin de conflit signé à Paris, perturbent la réunion des syndicats. Les délégués syndicaux de retour de Paris après neuf heures de négociations avec la direction, ne sont pas autorisés par les salariés à entrer dans la salle où devait se tenir l'assemblée générale. *« Maintenant, c'est nous, les ouvriers, qui décidons, ce ne sont plus les délégués »,* a déclaré un manifestant en colère.

Les dirigeants essaient donc de faire avaler l'accord par le biais d'un référendum, mais il est rejeté par la majorité des ouvriers. Au moment où nous écrivons cet article, l'ensemble des syndicats, à l'exception de la CGT, viennent de signer l'accord, contre l'avis des ouvriers et sans remettre en question les sanctions contre 19 salariés, sous la forme d'un « accord-cadre » qui devrait être validé définitivement en octobre. Lors de l'assemblée qui s'est tenue ensuite, le secrétaire du Comité d'entreprise, représentant FO, a dû s'enfuir face à la colère des salariés.

Si les 600 licenciements finissent par passer, cela sera évidemment une défaite importante. Mais elle permettra sans doute que beaucoup de leçons soient tirées sur la politique des directions syndicales.

Méthodes radicales, programme pas vraiment

Une nouvelle formation est désormais assurée aux cadres et dirigeants par les DRH des usines en France : on leur apprend comment réagir face à une séquestration par les ouvriers. Ce fait montre bien la crainte d'une généralisation de cette méthode radicale, déjà mise en œuvre par les ouvriers de Sony, Molex, Caterpillar, 3M…

Pourtant, les ouvriers qui sont à l'origine de ces actions assez spectaculaires aujourd'hui le font dans la plupart des cas pour des revendications très défensives, comme l'augmentation des indemnités de départ ou la seule ouverture de négociations avec des patrons qui parfois se trouvent à un océan de distance. C'est aussi une façon qui a été trouvée pour attirer l'attention sur des conflits souvent anonymes, submergés dans la vague de plans sociaux qui subit le pays.

Chez Continental, à Clairoix, il n'y a pas eu de patron séquestré, le PDG a juste pris un coup d'œuf sur la figure le jour où il a tenté d'expliquer aux ouvriers réunis en assemblée les raisons pour lesquelles le site fermerait en laissant plus de 1 000 familles dans la rue, après que les ouvriers eurent accepté quelque temps auparavant de passer aux 40 heures, prétendument pour sauver le site.

Par contre, quand ces mêmes ouvriers, qui campaient dans les bureaux de la sous-préfecture de Compiègne en attendant le résultat du jugement sur leur demande d'annulation de la fermeture de leur usine, ont appris le refus du tribunal, la colère accumulée a éclaté et ils ont saccagé la sous-préfecture, avant d'aller à l'usine et de faire pareil avec le pavillon de celle-ci.

Face à cela, la direction de Continental vient d'annoncer une concession qui assure les contrats de travail (et donc les salaires) des ouvriers jusqu'à fin 2011.

Les « Contis » sont devenus un symbole de la tragédie qui commence à toucher l'ensemble de la classe ouvrière en France. Un appel de leur part à une convergence nationale des luttes actuelles, à un combat national contre les licenciements et pour faire en sorte que la crise soit payée par les capitalistes et non par les ouvriers, pourrait changer la situation actuelle du mouvement ouvrier et représenter un énorme pas en avant vers la rupture avec l'isolement et le contrôle des directions bureaucratiques, en appelant à coordonner les luttes à partir de la base, avec des délégués élus par les ouvriers dans chaque usine.

Cet exemple suffit pour voir l'écart entre une radicalisation dans les méthodes d'action et le manque pour l'instant d'une radicalité politique qui permette aux ouvriers de surmonter la situation actuelle où c'est un peu « sauve qui peut ».

De la même façon, si au lieu de le faire pour de meilleures indemnités, les ouvriers occupaient les usines et se mettaient à produire par eux-mêmes en exigeant leur expropriation sans rachat et sous contrôle ouvrier comme l'ont fait les ouvriers de l'usine de carrelage Zanon en Argentine, la situation serait tout à fait différente.

Ce n'est qu'un début…

Aujourd'hui ce mouvement de grèves ouvrières qui a parcouru le pays, à coté de celui des universités, des travailleurs d'EDF-GDF, des travailleurs des hôpitaux, semble subir lui aussi un blocage, avant tout à cause de la politique de collaboration des directions syndicales. Mais au-delà du résultat de cette première vague de grèves, le fait qu'après tant années la classe ouvrière industrielle commence à lutter, en réaction à la crise historique du capitalisme mondial qui entraînera encore plus de licenciements et de fermetures d'usines, est peut être en train d'annoncer une nouvelle étape dans la lutte de classes en France et dans le monde.

De ce point de vue, ce n'est pas un hasard si François Fillon dit, polémiquant contre

son prédécesseur Dominique de Villepin, que *« les syndicats sont parfois plus responsables que certains de ces hommes politiques qui parlent de notre pays comme s'il était en situation pré-révolutionnaire ».* C'est le début d'une dynamique pouvant aboutir à une situation de ce type que les directions syndicales et les partis réformistes (PCF, PG…) essaient de bloquer, pour l'instant avec succès.

Dans ce cadre, plus que jamais, l'intervention de notre parti dans la classe ouvrière, apportant une perspective et un programme qui transforment la colère en offensive politique contre l'ensemble de la classe capitaliste, devient un élément fondamental.

L'efficacité de la grève déterminée avec occupation

Deux victoires ouvrières les plus importantes qui aient été remportées ces derniers mois en France (et dont les médias ont pris soin de ne pas parler) l'ont été à partir d'un refus pur et simple de la fermeture de l'usine et au moyen de grèves avec occupation :

- La grève avec occupation, pendant 34 jours, des travailleurs de l"usine FCI Microconnections à Mantes-la-Jolie (Yvelines), a imposé le maintien du site jusqu'en 2014 et des effectifs jusqu'en 2011, alors que le patron voulait délocaliser rapidement à Singapour, et 27 jours de grève ont été payés ;
- La grève avec occupation et piquets, pendant 18 jours, de la fonderie Rencast dans l'Indre (fabricant de pièces de voiture) a imposé l'annulation pure et simple du plan de fermeture, le maintien de tous les emplois et le paiement intégral des jours de grève.

Deux exemples à faire connaître… et à suivre !

Daniela Cobet, le 29 mai 2009